



©AFP Général - Vendredi 7 Avril 2006 - 09:53 - Heure Paris (672 mots)

Présidentielle-2007-dossier-économie

Présidentielle: le corset budgétaire pourrait pousser à la réforme (DOSSIER, PAPIER D'ANGLE) Par Marie WOLFROM

PARIS, 7 avr 2006 (AFP) - Contraint à l'austérité budgétaire par une croissance poussive et la nécessaire maîtrise des déficits, le prochain chef de l'Etat disposera de faibles marges de manoeuvre, ce qui pourrait paradoxalement le pousser à des réformes de fond, selon des économistes.

A moins d'un retournement sur le front de la croissance, il faudra composer avec "une situation très contrainte" en 2007, résume Xavier Timbeau, de l'OFCE.

Peu d'économistes s'attendent à une véritable embellie de l'économie française l'an prochain, la plupart prévoyant une progression de l'activité inférieure ou égale à celle de 2006, attendue en moyenne à 1,9%.

Or "il faut une croissance significativement supérieure à 2,5% pour améliorer les finances publiques et le marché du travail" en suscitant des créations d'emplois marchands, souligne Christian Saint-Etienne, professeur à Paris-Dauphine.

Déjà lourdement endettée, la France devra de plus faire face au départ à la retraite des baby-boomers tout en restant soumise aux contraintes européennes, qui limitent en théorie sa dette à 60% du PIB et ses déficits à 3%.

Bref, pour M. Saint-Etienne, "il n'y aura plus d'argent dans la caisse", et "le prochain quinquennat sera celui de l'ajustement forcé", pour un leader de gauche ou de droite.

"La situation sera difficile sur le plan économique", reconnaît Eric Besson, responsable des questions économiques du PS, épinglant au passage "des engagements non financés" du gouvernement, tels la réforme de l'impôt sur le revenu ou le plan Borloo, qu'il chiffre au total à 10 milliards d'euros par an sur cinq ans.

Cela "obligera à des choix et des priorités qui devront être très clairement énoncés parce que tout ne pourra être financé", poursuit-il.

Pour l'ancien ministre du Budget, le sénateur UMP Alain Lambert, "la rareté des moyens est plutôt un avantage qu'un handicap": elle "oblige le politique à éviter la multiplicité des instruments pour n'en choisir que deux ou trois qui marchent".

Des "choix" qui pourraient se traduire par des réformes de fond, puisque celles-ci ont l'avantage de ne pas coûter cher, parient des économistes.

Le débat "autour du contrat première embauche, autour de ce que dit Nicolas Sarkozy, c'est quand même l'idée que l'on peut faire des réformes assez en profondeur à l'horizon 2007 en matière sociale ou fiscale", estime Xavier Timbeau.

"2007 sera l'occasion de le faire parce qu'il y aura eu un débat pendant la campagne et que celui qui aura gagné le mandat sera porté par une légitimité forte et donc pourra appliquer ces réformes", ajoute-t-il.

"On ne va pas couper à des réformes", renchérit Christian Saint-Etienne, qui, comme Xavier Timbeau, évoque le champ fiscal, les grands éléments d'équilibre de la sécurité sociale ou les règles de fonctionnement du marché du travail, avec un

possible "accord de flex-sécurité qui serait négocié avec au moins la neutralité bienveillante des syndicats".

Mais pour Eric Besson, "il serait faux de suggérer que l'économie dicterait une politique économique et fiscale. Même avec des marges de manoeuvre financières limitées, il y aura des priorités".

A droite, Nicolas Sarkozy ne cache pas sa volonté, s'il est élu, de s'attaquer à une refonte du contrat de travail.

Le "projet" du PS pour 2007, en cours d'élaboration, pourrait, lui, proposer "un grand débat" sur la "sécurisation des parcours professionnels" et une réforme fiscale avec par exemple une "fusion de l'impôt sur le revenu et de la cotisation sociale généralisée (CSG)", selon M. Besson.

mw/ros/cgd/dv

Tous droits réservés : ©AFP Général

Avec l'aimable autorisation de l'AFP

